



Communiqué de presse

Étendre et amplifier la mobilisation

La mobilisation du 2 octobre, après celles du 10 et du 18 septembre, a de nouveau fait la démonstration de la forte colère, notamment de centaines de milliers d'agent-es de la Fonction publique, face à l'obstination du pouvoir. Avec l'intersyndicale ils et elles exigent un tout autre budget pour 2026, fondé sur la justice sociale, fiscale et environnementale.

L'austérité, ça suffit !

Augmenter les recettes de l'État pour financer des politiques publiques ambitieuses sans creuser les déficits, c'est nécessaire, urgent et possible. Rien n'empêche de revenir sur les 60 milliards annuels de baisse d'impôts au profit des grandes entreprises et des ultra-riches. Rien n'empêche de conditionner les 211 milliards accordés aux entreprises, alors même qu'elles licencient, délocalisent ou détruisent l'environnement.

Il faut un autre budget tourné vers l'intérêt général et non vers les profits de quelques-uns, pour assurer notamment :

- le développement des services publics et l'amélioration des conditions d'exercice de leurs agent-es par les financements et créations d'emploi nécessaires.
- l'augmentation des salaires et des pensions des agent.es, par le dégel du point d'indice et la revalorisation des carrières.

Il faut aussi une loi de financement de la sécurité sociale qui permette de répondre aux besoins de santé de la population.

Dans une vaine tentative de diversion la veille de la journée de mobilisation, le Premier ministre a adressé un courrier aux organisations syndicales : pas un mot pour répondre à la colère des personnels qui œuvrent au quotidien dans les services publics !

S'il évoque la prise en compte de la pénibilité et l'amélioration minimale des retraites des femmes, il n'envisage aucune traduction de ces mesures pour la fonction publique, alors même que la suppression de la bonification pour les enfants nés depuis 2004 va laminer les pensions des femmes fonctionnaires dans les années à venir.

Pire, il suggère des attaques sur les modalités de financement de la protection sociale qui viendraient encore fragiliser la sécurité sociale et porter atteinte à la solidarité qui la fonde.

Les annonces prétendument en faveur du pouvoir d'achat faites dans la journée auraient, entre autres, pour conséquence une nouvelle diminution des ressources de l'État.

La FSU exige du pouvoir qu'il réponde enfin aux exigences sociales, démocratiques et écologiques de la population. Pour cela, le rapport de forces doit monter encore d'un cran pour permettre de sortir de la crise politique et sociale en améliorant les conditions de vie et de travail de la population.

La FSU appelle donc les personnels à rester mobilisé·es, à prendre toutes les initiatives sur les lieux de travail et au-delà, en intersyndicale comme avec le monde associatif et citoyen, pour décrypter les enjeux budgétaires et convaincre que d'autres choix sont possibles pour financer une protection sociale de haut niveau et des services publics efficaces face aux défis sociaux et écologiques.

Elle portera la nécessité d'étendre et amplifier la mobilisation dans toutes les intersyndicales sectorielles, fonction publique et interprofessionnelle par des actions de mobilisation de haut niveau, par des expressions sur les lieux de travail, par des rassemblements, des grèves, des manifestations, notamment à la suite du discours de politique générale, afin de peser sur les débats budgétaires et d'imposer d'autres choix.

Bagnolet, le 3 octobre 2024